

ACTION URGENTE

GRAVES CRAINTES POUR LA SANTÉ D'UNE OÏGHOURE

On est sans nouvelle de Gulshan Abbas, médecin à la retraite, depuis le 10 septembre 2018. Elle souffre de plusieurs problèmes de santé chroniques nécessitant un suivi et un traitement réguliers, et son état suscite de vives inquiétudes. Si ses proches pensent qu'il est possible qu'elle ait été envoyée dans un centre de « transformation par l'éducation », les autorités chinoises ne leur ont jamais donné d'informations officielles à propos de Gulshan Abbas.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Directeur Tao Hongjun
Urumqi Municipal Public Security Bureau
No. 30, Nanhudong Lu, Shuimogou Qu
Urumqi
830017 Région autonome ouïghoure du Xinjiang
Chine

Monsieur,

Je vous écris afin de vous faire part de mon inquiétude au sujet de **Gulshan Abbas** (阿巴斯·古丽先), médecin ouïghoure à la retraite, qui a disparu à Ürümqi et dont on est sans nouvelle depuis le 10 septembre 2018.

Des parents de Gulshan Abbas ont déclaré à sa famille à la fin de l'année 2018 qu'elle « étudiait » ; sa famille pense donc que Gulshan Abbas a peut-être été envoyée dans un centre de « transformation par l'éducation ». Plus de 20 mois plus tard, cependant, les autorités n'ont toujours pas fourni d'informations à sa famille sur le sort qui lui a été réservé.

Il est très perturbant d'apprendre également que Gulshan Abbas a été opérée des deux yeux et souffre de plusieurs problèmes de santé chroniques, notamment d'hypertension, de maux de dos, ainsi que de fortes migraines récurrentes. Il est donc crucial qu'elle reçoive des soins médicaux adaptés et réguliers.

Faute d'information sur son bien-être et sur le lieu où elle se trouve, l'état de Gulshan Abbas m'inspire de vives préoccupations et je vous demande donc de :

- **libérer Gulshan Abbas, à moins qu'il n'existe suffisamment d'éléments crédibles et recevables indiquant qu'elle a commis une infraction reconnue par le droit international, et qu'elle ne soit jugée dans le cadre d'un procès respectant les normes internationales d'équité ;**
- **en attendant sa libération, révéler où se trouve Gulshan Abbas, lui permettre de s'entretenir avec sa famille et avec un-e avocat-e de son choix, ainsi que de bénéficier dans les meilleurs délais de soins médicaux adaptés si cela est nécessaire ou si elle le demande, et veiller à ce qu'elle ne soit pas soumise à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements.**

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Gulshan Abbas, médecin à la retraite, a travaillé à l'hôpital Ming Yuan des employés de la compagnie pétrolière du Xinjiang, à Ürümqi, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Elle est partie en retraite anticipée en raison de ses problèmes de santé.

Sa sœur, Rushan Abbas, est une militante en faveur des droits des Ouïghour-e-s qui vit aux États-Unis. Rushan Abbas pense que Gulshan a été emmenée quelques jours après que Rushan a prononcé un discours sur les arrestations de masse de Ouïghour-e-s dans le Xinjiang. Rushan fait depuis lors l'objet d'attaques dans les médias chinois officiels tels que le *Global Times*, qui l'a accusée d'être une « séparatiste » et de répandre des rumeurs sur la détention de Ouïghour-e-s au Xinjiang. Ce n'est pas la première fois que des parents de militant-e-s sont pris pour cible ; Amnesty International a recueilli des informations sur plusieurs cas de harcèlement et d'intimidation de Ouïghour-e-s vivant à l'étranger par les autorités chinoises.

Le Xinjiang est l'une des régions les plus diverses de Chine sur le plan ethnique. Plus de la moitié des habitant-e-s de cette région, qui sont 22 millions en tout, appartiennent à des groupes ethniques principalement turcophones et majoritairement musulmans, comme par exemple les Ouïghours (environ 11,3 millions de personnes), les Kazakhs (environ 1,6 millions) et d'autres peuples dont la langue, la culture et le mode de vie sont distincts de ceux des Hans, l'ethnie majoritaire en Chine « intérieure ».

En mars 2017, les autorités du Xinjiang ont adopté le « Règlement de lutte contre l'extrémisme », qui définit et interdit un large éventail de comportements qualifiés d'« extrémistes », tels que la « diffusion de pensées extrémistes », le fait de critiquer des émissions de la radio et de la télévision publiques ou de refuser de les écouter ou de les regarder, le port de la burqa, le port d'une barbe « anormale », le fait de s'opposer aux politiques nationales, et la publication, le téléchargement, le stockage et la lecture d'articles, de publications ou de matériel audiovisuel présentant un « contenu extrémiste ». Cette réglementation a également instauré « un système de responsabilisation » destiné aux cadres du gouvernement pour le travail de « lutte contre l'extrémisme », et mis en place une évaluation annuelle de leurs performances.

On estime qu'environ un million de Ouïghours, Kazakhs et autres membres de populations principalement musulmanes sont incarcérés dans des centres de « transformation par l'éducation ». Les autorités chinoises ont nié l'existence de ces camps jusqu'en octobre 2018, époque à laquelle elles ont commencé à affirmer qu'il s'agissait de « centres de formation professionnelle » gratuits. Selon elles, l'objectif de cette formation est de fournir des enseignements techniques et professionnels aux personnes pour leur permettre de trouver un emploi et de devenir des citoyens « utiles ». Les explications de la Chine contredisent cependant les informations recueillies par Amnesty International auprès d'anciens détenu-e-s faisant état de coups, de privation de nourriture et de détention à l'isolement.

La Chine a rejeté les appels lancés par la communauté internationale, notamment Amnesty International, l'encourageant à permettre à des experts indépendants de se rendre sans restriction au Xinjiang. La Chine s'efforce au lieu de cela de réduire les voix critiques au silence en invitant des délégations de différents pays à se rendre au Xinjiang pour des visites soigneusement orchestrées et surveillées de près.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR ENVOYER VOS APPELS AUX DESTINATAIRES : chinois, anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS, ET AVANT LE : 8 juillet 2020

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Gulshan Abbas (elle)